

DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC  
SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC  
BUREAU DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC  
Affaire suivie par Geneviève PENNAMEN  
☎ : 01.49 96 35 90  
mel : [pp-dtpp-sdsp-berp-qualite@interieur.gouv.fr](mailto:pp-dtpp-sdsp-berp-qualite@interieur.gouv.fr)  
Nos réf : 04.000.0897  
PJ : Une  
N° 8404

Paris, le 29 SEP. 2014

BBS T. Donn'

Monsieur, *le Directeur*

Le 8 janvier 2014, la commission de sécurité a différé l'émission de son avis s'agissant de la poursuite de l'exploitation du CENTRE NATIONAL D'ART ET DE LA CULTURE GEORGES POMPIDOU situé 19, rue Beaubourg à Paris 4<sup>ème</sup>, établissement recevant du public, de types L, S et Y avec des activités secondaires de types M, N et R de 1<sup>ère</sup> catégorie, susceptible de recevoir un effectif déclaré de public et de personnel de 10709 personnes, jusqu'à la transmission des documents visés en mesure n°1 du procès-verbal de visite du 8 janvier 2014 soit :

- le dossier de régularisation relatif au remplacement des matériels centraux du Système de Sécurité Incendie (SSI).
- le rapport de vérification réglementaire après travaux suite au remplacement du Système de Détection Incendie (SDI) et des détecteurs automatiques d'incendie.
- une attestation de vérification de l'audibilité de l'alarme générale sonore par un organisme agréé.
- le rapport de vérification des débits de désenfumage par un organisme agréé devant contenir des débits théoriques et mesurés.
- l'attestation de conformité à la norme NFS 61-940 des groupes électrogènes.
- le rapport de réception technique du SSI établi par un coordinateur SSI relatif à la réception des groupes électrogènes attestant notamment des essais prévus à l'annexe A de la norme NFS 61-932.
- le dossier en régularisation relatif au remplacement des moteurs de désenfumage.

Ces documents ont été présentés à la commission de sécurité lors de sa visite du 22 septembre 2014.

Compte tenu des améliorations constatées et de l'avis favorable proposé par la commission de sécurité, **j'autorise la poursuite de l'exploitation de cet établissement.**

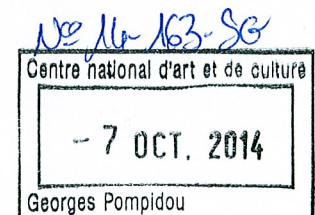
**M. Denis BERTHOMIER**  
**Directeur Général**  
**CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE**  
**« GEORGES POMPIDOU »**  
**19, rue Beaubourg**

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Egalité Fraternité*



PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73  
Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : [courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr](mailto:courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr)





Vous voudrez bien prendre toutes dispositions pour exécuter les mesures qui se trouvent dans le procès-verbal joint et m'informer de leur réalisation conformément aux dispositions du code de la construction et de l'habitation.

Par ailleurs, je vous rappelle qu'en vertu de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et de ses textes d'application, votre établissement doit être accessible aux personnes en situation de handicap, quel que soit le type de handicap (physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique), au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Si des travaux sont réalisés avant cette date, la mise aux normes accessibilité devra être réalisée à cette occasion (arrêté du 21 mars 2007 publié au journal officiel du 5 avril 2007).

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ce courrier et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée. *et à Cordoba*

*avec mes remerciements pour la qualité  
de la coopération et la  
et des résultats obtenus*

Le Directeur des Transports  
et de la Protection du Public

  
Alain THIRION



PREFECTURE DE POLICE

E SECURITE  
PROCÈS-VERBAL DE LA SOUS-COMMISSION  
DU GROUPE DE VISITE DE LA PREFECTURE DE POLICE

Nom de l'établissement : Centre national d'art et de culture -  
Arrondissement : 75004 - Georges Pompidou  
Adresse : 19, rue Beaubourg  
Date de la visite : 22/09/2016  
Heure de la visite : 14h30  
ISERP (BERP) : 04 000 0897  
N° dossier (BHF) : 6.1.819

Le groupe de visite de sécurité rend un avis : ☒ favorable  
☐ défavorable  
☐ diffère l'émission de son avis  
La sous-commission  
La sous-commission d'accessibilité rend un avis : ☐ favorable  
☐ défavorable  
☐ diffère l'émission de son avis

	Prénom - Nom	Fonction / Grade	Signature
Représentant du préfet de police, président	Estelle CRAWFORD	chef des pôle 2. BERP - DTPP	
Représentant du service des architectes de sécurité	Lopini ALON	Architecte de sécurité	
Représentant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris	Xuan FORESTIER	B. PREV CNE	
Représentant du laboratoire central de la préfecture de police	Jaumeque ILSBROCK	LCPP.	
Représentant du SISPRI Service Inspection de Salubrité et Prévention des Risques d'Incendie de la préfecture de police			
Représentant de la brigade fluviale			
Représentant le commissariat du ème arrondissement			
Représentant des associations de personnes handicapées			



DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Etablissements Recevant du  
Public

SECRETARIAT  
ASSURE PAR :

**Marc DUFOSSÉ**



**PREFECTURE DE POLICE**

DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA  
PROTECTION DU PUBLIC

SOUS-COMMISSION  
DE SECURITE  
DE LA PREFECTURE DE POLICE

**CENTRE NATIONAL D'ART  
ET  
DE CULTURE  
GEORGES POMPIDOU**

**19, rue Beaubourg  
75004 PARIS**

**ISERP : N° 04.0.00.0897**

 : N° 4.1.819

 : 01.44.78.40.56

## PROCES-VERBAL

L'an deux mille quatorze

Le lundi vingt-deux septembre

A quatorze heures trente

Il est rappelé que lors de sa visite, la sous-commission de sécurité procède à un examen ponctuel de l'établissement et des installations techniques concourant à la sécurité contre l'incendie. Cette visite n'a pas un caractère exhaustif.

Conformément aux dispositions de l'article R.123-43 du code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus chacun en ce qui le concerne de s'assurer que les installations ou équipements sont maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du règlement de sécurité prévues à l'article R.123-12 du code de la construction et de l'habitation.

En tout état de cause, le chef d'établissement reste seul responsable de la sécurité de ses locaux.



L'an deux mille quatorze

Le lundi vingt-deux septembre

A quatorze heures trente

Poursuivant le présent procès-verbal

**Participaient à la visite :**

La présidente

M<sup>me</sup> Estelle CRAWFORD, chef du pôle 2 du Bureau des Etablissements Recevant du Public.

Pour le Service des Architectes de Sécurité

M<sup>me</sup> Sophie CARTON, architecte de sécurité chargée du 4<sup>ème</sup> arrondissement.

Pour la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris

Capitaine Yvan FORESTIER, bureau prévention.

Pour le laboratoire central de la préfecture de police

M. Dominique ILSBROCK, ingénieur principal de la section prévention du risque bâtementaire.

**Assistaient également à la visite :**

M. Tami MOURI, directeur du bâtiment et de la sécurité – CNAC – GP.

M. Sébastien DUGAUGUEZ, directeur adjoint du bâtiment et de la sécurité,

M. Jean-Pierre LICHTER, responsable technique incendie – CNAC.

M. Laurent TAUBIN, responsable pôle technique et sécurité – CNAC.

M. Patrice TURLURE, responsable pôle conduite des installations techniques – CNAC.

M. Serge GUICHARD, chef du service sécurité centre – CNAC – GP.

M<sup>me</sup> Isabelle SOCHARD, rédactrice – BPCA/Direction des Transports et de la Protection du Public/Préfecture de Police.

La sous-commission de sécurité de la préfecture de police avait pour mission de procéder ce jour à la transformation de l'avis différé émis le 8 janvier 2014 lors de la visite périodique du **CENTRE NATIONAL d'ART et de CULTURE « GEORGES POMPIDOU » sis 19, rue Beaubourg à Paris 4<sup>ème</sup>**.

Cet établissement a fait l'objet :

- d'un dépôt de permis de construire impliquant un avis de la CTIGH du 23 mai 1972 et de la position de la CCS en date du 9 juin 1972 classant l'établissement en immeuble de grande hauteur assujetti à la réglementation ERP ;



**PREFECTURE DE POLICE**

DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA  
PROTECTION DU PUBLIC

SOUS-COMMISSION  
DE SECURITE  
DE LA PREFECTURE DE POLICE

**CENTRE NATIONAL D'ART  
ET  
DE CULTURE  
GEORGES POMPIDOU**

**19, rue Beaubourg  
75004 PARIS**

L'an deux mille quatorze

Le lundi vingt-deux septembre

A quatorze heures trente

Poursuivant le présent procès-verbal

- de la délivrance d'un permis de construire et d'un permis de construire modificatif, pour réhabilitation et restructuration lourdes de l'établissement, qui ont donné lieu aux notifications DPP-SDSP-8<sup>ème</sup> bureau n° 4986 du 25 mai 1998 et n°8425 du 8 septembre 1999 ; en outre, un dossier d'aménagement du restaurant installé au 5<sup>ème</sup> étage a fait l'objet de la notification DPP – SDSP-8<sup>ème</sup> bureau n° 7082 du 26 juillet 1999 ;
- de visites successives d'ouverture au public par la commission de sécurité à la suite de la réalisation de ces travaux, qui ont eu lieu les 22 décembre 1999, 29 décembre 1999, 10 janvier 2000 et 1er février 2000 (relatives aux locaux en superstructure, puis aux restaurant du 5<sup>ème</sup> étage et enfin au pôle spectacles du niveau bas 27) ;
- d'un projet de cahier des charges transmis en mai 2000 complété en novembre 2000, juin 2001 et août 2001 qui a fait l'objet des notifications n° 7316 du 20 août 2001 et n°10548 du 16 novembre 2001.

Cet établissement comporte :

- 2 niveaux « Forum » haut (niveau 35,50) et bas (niveau 32) accessibles au niveau bas par la Piazza et au niveau haut par la rue du Renard, à usage d'accueil, billetterie, boutiques, un bar, un atelier d'enfants, 3 zones d'expositions (galerie sud, espace 315 et galerie des enfants), une salle de spectacle d'environ 400 places et un centre de documentation ;
- en infrastructure, un pôle « spectacles » (niveau 27) avec 3 salles de spectacles et des zones non public, un parc de stationnement privé et une aire de livraison ;
- en superstructure, aux niveaux 2 et 3 (42,5 et 49,5), des salles de consultation, documentation, bibliothèque (BPI) et des bureaux ;
- aux niveaux 4 et 5 (56,50 et 63,50), le musée national d'art moderne ;
- au niveau 6 (70,50), des salles d'expositions temporaires (dénommées galeries 1 et 2) et un restaurant « Le Georges ».

Il existe une intercommunication avec un parc de stationnement public, d'une capacité de 700 places environ, au niveau 27 (niveau -1), considéré actuellement comme un tiers dans l'attente de la transmission d'un dossier permettant son classement définitif.

Il existe également une intercommunication avec le bâtiment de l'IRCAM (ERP indépendant) au niveau 21 (niveau -2).

Ces établissements comportent des installations techniques communes.

Il s'agit d'un établissement répondant aux dispositions des articles R 122-1 à R 122-29 du CCH ainsi qu'aux articles R 123-1 à R 123-55 du même code. Il présente des activités principales de types L, S et Y, avec des activités secondaires de types M, N et R, de 1ère catégorie. Le permis de construire a été déposé en 1972 ; l'ouverture date de 1977.





**PREFECTURE DE POLICE**  
DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA  
PROTECTION DU PUBLIC

SOUS-COMMISSION  
DE SECURITE  
DE LA PREFECTURE DE POLICE

**CENTRE NATIONAL D'ART  
ET  
DE CULTURE  
GEORGES POMPIDOU**

**19, rue Beaubourg  
75004 PARIS**

L'an deux mille quatorze

Le lundi vingt-deux septembre

A quatorze heures trente

Poursuivant le présent procès-verbal

L'effectif total de public et de personnel, déclaré par le chef d'établissement est de 10 709 personnes, limité par comptage, incluant infra et superstructures.

Le Centre Pompidou est équipé les installations techniques et de sécurité suivantes :

- un système de sécurité incendie de catégorie A, sans déclencheur manuel, avec détection généralisée et ne comprenant qu'une seule ZA ; la sensibilisation de la détection automatique entraîne la mise en œuvre des différentes fonctions de mise en sécurité ;
- une unité d'aide à l'exploitation du système de sécurité incendie de catégorie A ;
- un éclairage de sécurité par sources centralisées (deux sources centrales existantes) ;
- un désenfumage mécanique réalisé de la manière suivante :
  - des niveaux en infrastructure et forum, par des conduits comportant des volets conformes à la norme NFS 61-937 ;
  - des niveaux en superstructure, au moyen de conduits collectifs communs à la ventilation et uniquement équipés des clapets ; le désenfumage ne peut donc pas être mis en fonctionnement sur 2 niveaux différents ;
- une source de sécurité constituée par deux groupes électrogènes de 1600 kVA chacun ;
- un système d'extinction automatique généralisée à eau de type sprinkleur en infrastructure et à pré-action en superstructure ;
- 18 colonnes sèches montantes et descendantes ;
- un réseau de RIA ;
- des interphones de sécurité ;
- une UGCIS chargée de la gestion de 153 portes ;
- ascenseurs, monte-charges ;
- portes automatiques à effacement latéral (niveaux 32 et 35, 50) servant à la fois d'issue de secours et d'amenée d'air pour le désenfumage ;
- un ensemble de portes coupe-feu de compartimentage (coulissantes et à dévêtissement vertical) ;
- un terminal d'appel d'urgence (TAU) ;
- deux rideaux irrigués au niveau du 1<sup>er</sup> sous-sol ;
- chauffage à partir d'une sous-station CPCU.

Préalablement à la visite, la sous-commission de sécurité a pris connaissance des documents suivants :

- rapport de vérifications réglementaires après travaux concernant les installations électriques avec remplacement des groupes électrogènes (mission SEI), établi le 11 décembre 2013 par l'organisme agréé QUALICONSLT ;



SOUS-COMMISSION  
 DE SECURITE  
 DE LA PREFECTURE DE POLICE

**CENTRE NATIONAL D'ART  
 ET  
 DE CULTURE  
 GEORGES POMPIDOU**

**19, rue Beaubourg  
 75004 PARIS**

L'an deux mille quatorze

Le lundi vingt-deux septembre

A quatorze heures trente

Poursuivant le présent procès-verbal

- rapport de vérifications réglementaires après travaux concernant le remplacement des équipements de contrôle et de signalisation ainsi que l'extension de la détection incendie à l'ensemble des locaux de l'établissement, établi le 26 juin 2014 par l'organisme agréé BUREAU VERITAS ;
- attestation de conformité à la norme NFS 61-940 relative à l'utilisation des groupes électrogènes, établie le 10 janvier 2014 par le fabricant MITSUBISHI ;
- rapports de vérifications réglementaires en exploitation établis par l'organisme agréé BUREAU VERITAS, concernant :
  - ⇒ le désenfumage mécanique (vérification triennale), établi le 17 avril 2014. Ce rapport comprend uniquement les débits de désenfumage théoriques ;
  - ⇒ le SSI (vérification triennale), daté du 30 juin 2014 ;
- attestation de vérification de l'audibilité de l'alarme générale sonore d'évacuation, établie le 21 mars 2014 par l'organisme agréé BUREAU VERITAS ;
- rapport de vérifications réglementaires après travaux concernant le remplacement des moteurs CTA/désenfumage (extracteurs V256 – V257 – V262 – V264 V254 – V258 – V261 – V266) établi le 28 août 2014 par l'organisme agréé SOCOTEC.

Depuis la dernière visite, un dossier a été déposé concernant le remplacement du système d'extinction automatique à eau de type Sprinkleur.

La sous-commission de sécurité rappelle que la réalisation de ces travaux est en cours et est accompagnée en compensation du renforcement du service de sécurité.

Le chef d'établissement a informé la sous-commission de sécurité que les travaux nécessaires à la levée des mesures de sécurité n° 2 à 29 contenues dans le procès-verbal de visite du 8 janvier 2014 sont en cours de réalisation.

En outre, il a été précisé à la commission de sécurité les points suivants :

- ⇒ l'achèvement des travaux de remplacement du système d'extinction automatique à eau de type sprinkleur en novembre 2015 ;
- ⇒ le remplacement à ce jour de 8 moteurs d'extraction sur 13, et un achèvement de ces travaux en avril 2015 ;
- ⇒ une mission passée à un bureau d'études afin de réaliser (avant la fin du mois de janvier 2015) un audit des installations de désenfumage existantes (détermination du référentiel applicable, des débits théoriques ainsi que des zones à désenfumer) avec mise à jour du rapport de vérifications réglementaires en exploitation intégrant ces nouveaux éléments ;
- ⇒ le remplacement programmé des clapets coupe-feu amiantés du bâtiment, selon un échéancier prévu sur une période de 5 ans ;



SOUS-COMMISSION  
 DE SECURITE  
 DE LA PREFECTURE DE POLICE

**CENTRE NATIONAL D'ART  
 ET  
 DE CULTURE  
 GEORGES POMPIDOU**

**19, rue Beaubourg  
 75004 PARIS**

L'an deux mille quatorze

Le lundi vingt-deux septembre

A quatorze heures trente

Poursuivant le présent procès-verbal

- ⇒ une étude relative à l'efficacité de la protection par peinture intumescente contribuant à la stabilité au feu de la structure ;
- ⇒ un dossier en régularisation relatif au classement du parc de stationnement compte tenu de la communauté de ses installations techniques et de sécurité ainsi que des intercommunications existantes avec l'établissement ;
- ⇒ la mise à jour en 2015 du cahier des charges en exploitation (évènementiel) de l'établissement validé en 2001.

Ces différents éléments doivent être intégrés dans la présentation d'un pré-schéma directeur d'amélioration du niveau de sécurité de l'établissement, programmée au mois d'avril 2015. Ce schéma doit en outre intégrer la mise en accessibilité de l'établissement et les dispositions relatives à l'évacuation des personnes en situation de handicap.

A l'issue de la réunion, et compte des informations mentionnées ci-dessus, la sous-commission de sécurité émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement et demande la réalisation des mesures de sécurité suivantes :

- 1) Transmettre, **d'ici la fin de l'année 2014**, à la préfecture de police, Direction des Transports et de la Protection du Public – Bureau des Etablissements Recevant du Public - 12, quai de Gesvres à Paris 4<sup>ème</sup>, les documents suivants :
  - ⇒ un audit des installations de désenfumage existantes (détermination du référentiel applicable, des débits théoriques et des zones à désenfumer).
  - ⇒ un dossier en régularisation relatif au classement du parc de stationnement compte tenu de la communauté de ses installations techniques et de sécurité ainsi que des intercommunications existantes avec l'établissement.
- 2) Transmettre, **avant la présentation du schéma directeur, programmée en avril 2015**, à la Direction des Transports et de la Protection du Public - Bureau des Etablissements Recevant du Public - 12, quai de Gesvres à Paris 4<sup>ème</sup>, les documents suivants :
  - ⇒ les conclusions de l'étude intéressant le système d'extinction automatique à eau de type sprinkleur portant plus particulièrement sur la détermination de la catégorie du risque à couvrir et sur la partition du réseau ;
  - ⇒ l'évaluation de l'efficacité de la protection par peinture intumescente contribuant à la stabilité au feu de la structure.
- 3) Achever la réalisation des mesures de sécurité demandées lors de la précédente visite du 8 janvier 2014.



**PREFECTURE DE POLICE**  
DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA  
PROTECTION DU PUBLIC

SOUS-COMMISSION  
DE SECURITE  
DE LA PREFECTURE DE POLICE

**CENTRE NATIONAL D'ART  
ET  
DE CULTURE  
GEORGES POMPIDOU**

**19, rue Beaubourg  
75004 PARIS**

L'an deux mille quatorze

Le lundi vingt-deux septembre

A quatorze heures trente

Poursuivant le présent procès-verbal

Et les membres de la sous-commission de sécurité signent le présent procès-verbal.

La sous-commission de sécurité

Dont acte clos à 18 H 15 et transmis à Monsieur le Préfet de Police.